

# Président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'économiste Jean-Paul Fitoussi estime nécessaire, sinon « urgent », de réformer l'ISF.

Le Figaro Magazine, 1er octobre 2005

Le Figaro Magazine - L'ISF est-il un bon impôt ?

Jean-Paul Fitoussi - Parmi les critiques formulées à l'encontre de l'ISF, il faut distinguer celles qui relèvent d'une démarche de lobbying de celles, plus objectives, fondées sur la conviction de ce que doit être une fiscalité au service du développement économique de la France. Cela dit, beaucoup d'observateurs de la vie économique estiment aujourd'hui que le système ne fonctionne plus au mieux, compte tenu notamment de la compétition fiscale à laquelle se livrent les Etats membres de l'Union européenne. Trop de grandes fortunes quittent aujourd'hui la France pour rejoindre des pays voisins qui taxent moins fortement le patrimoine. C'est une conséquence malheureuse de l'absence de cohésion de l'Europe, mais il ne servirait à rien de la nier.

Quel est le préjudice de cette évasion fiscale ?

Au départ, le phénomène relevait de l'anecdote. Mais on a l'impression qu'il s'amplifie. Les conséquences sont importantes, notamment en matière de perte de matière fiscale pour l'Etat. Le préjudice est fort, également, pour la consommation. C'est pourquoi j'estime qu'il faut réformer l'ISF. Dans l'attente d'une meilleure harmonisation fiscale en Europe, il est urgent d'agir.

L'ISF frappe un nombre croissant de contribuables. Cette démocratisation vous paraît-elle légitime ? Non, bien sûr, car du seul fait de la hausse des prix de l'immobilier, des personnes qui ne sont pas objectivement riches se voient tout d'un coup assujetties à l'impôt sur la fortune. Cette situation génère parfois un fort sentiment d'iniquité. C'est une autre raison, elle aussi décisive, pour réformer le système actuel.

Le gouvernement envisage de plafonner l'ISF à hauteur de 60 % des revenus du contribuable. Est-ce « la » solution ?

Cela ne me paraît pas être une solution idéale. Je préférerais que l'on agisse sur la résidence principale comme certains députés l'ont proposé, même si ce n'est pas quelque chose d'aisé à mettre en place : pourquoi exo-nérer un appartement de 500 mètres carrés dans certains cas, et un simple trois pièces dans d'autres ? On pourrait toutefois n'exonérer qu'un certain nombre de mètres carrés de la résidence principale, avec une surcote qui serait fonction du nombre d'enfants, un peu à la manière dont monsieur Raffarin proposait de calculer la superficie du logement de ses ministres !

Ne serait-il pas plus simple de supprimer l'ISF ?

L'ISF est un impôt éminemment politique, un symbole très fort. Dans une France qui n'a pas réglé le problème du chômage et alors que beaucoup de Français vivent avec un sentiment de précarité croissant, la suppression de l'ISF serait mal vécue. On sait parfaitement qui seraient les gagnants, et ceux-ci, aux yeux des Français, ne sont pas les plus à plaindre. Par ailleurs, dès le moment où l'on estime un certain niveau de dépenses publiques indispensable au fonctionnement du pays, il faut le financer en préservant une certaine mixité d'imposition du travail et du capital. On ne peut pas se plaindre du coût trop élevé du travail, et appeler parallèlement de ses vœux une détaxe totale du capital. Toutefois, une piste à explorer consisterait à taxer non plus le patrimoine mais les revenus qu'il génère.

Encore un nouvel impôt ?

Non, cet impôt se substituerait à l'impôt sur la fortune. On apporterait ainsi une réponse au problème posé par ceux qui, n'ayant pas les revenus suffisants pour payer l'ISF, sont parfois contraints de vendre une partie de leur patrimoine à cet effet.